N° SPECIAL MAI 68

EDITORIAL

Ceux qui vivent sont ceux qui luttent

Victor Hugo

SOMMAIRE

- Mai 68 : histoire et témoignages
- Aperçus sur mai 68

URSEN CGT
Section des Retraités
J. Delétraz
8 rue colonel Rémy
14000 CAEN

TRESORIERS DES SDEN
SDEN CGT CALVADOS
Laurent Forestier
6 Impasse du Londel
14480 Le Fresne Camilly

SDEN CGT MANCHE
Isabelle Leroy
4 Le Clos Samson
50470 Tollevast

SDEN CGT ORNE
Gaëlle Dhaille
La Contrie
61500 Aunay les Bois

MAI 68 : HISTOIRE ET TEMOIGNAGES

Ce numéro spécial MAI 68 doit l'essentiel à Jean Paul Dunoyer Secrétaire de l'IHS 74. Qu'il soit particulièrement remercié pour sa contribution *involontaire*, certes, mais au combien précieuse ! L'IHS 74 (Haute-Savoie pour ceux qui ne le sauraient pas), publie *«les cahiers d'histoire»* qui sont pour moi une source extrêmement importante de l'histoire ouvrière de ma région d'origine et de la CGT en Haute Savoie. (JD).

Jean-Paul Dunoyer
Secrétaire de l'IHS 74

Edito : Mai 68, cette période où le peuple de France et particulièrement les salariés, ont montré leurs déterminations, est un marqueur important de notre histoire sociale qui a encore des répercussions 50 ans après. Ce demi siècle d'écart permet d'avoir un certain recul pour analyser l'événement dans sa globalité, mais aussi permet d'avoir des témoignages directs des acteurs de l'époque…

En essayant d'avoir une vision plus « historique » nous avons déroulé les événements dans leur chronologie. Le travail de recherches ne fut pas mince….

Bien sûr l'Histoire ne se renouvelle pas exactement, mais souhaitons ardemment que la force et l'unité de 1968 reviennent pour mener les combats présents et futurs.

Jean Paul Dunoyer

Aperçus sur mai 68

Cette publication veut essayer d'apporter une vision plus globale de ces événements, tout en restant modestes ! Il a déjà été écrit de multiples textes dont certains se rapprochent plus d'élucubrations qui n'ont qu'un lointain rapport avec l'Histoire si tant est qu'ils en aient un. En se tenant au plus près des documents existants souffrants d'aucunes contestations, nous allons essayer de ressortir les étapes de ce jalon social du siècle dernier.

Aperçus sur mai 68

Les prémices.

Avant d'aborder le printemps 1968, il faut faire un large retour en arrière, sans quoi la compréhension de cette période serait indubitablement faussée. La guerre d'Indochine, appelée par certains « La sale guerre » se termine en 1954 avec les accords de Genève et en corollaire la perte d'une partie de l'empire colonial français. Un mouvement populaire important mais non décisif a vu le jour contre cette guerre coloniale et a, en partie, contribué à la fin de ce conflit ; pour mémoire on peut revoir le film « Le rendez-vous des quais » de Paul Carpita, film ayant pour thème la grève des dockers de Marseille en 1950 pour s'opposer à la guerre d'Indochine, film interdit à sa sortie en 1953. A peine celle-ci terminée s'allume en Algérie une guerre de même nature ; la situation au Maroc et en Tunisie, même si elle ne débouche pas sur des conflits armés voit pas mal de répression avant de déboucher sur l'indépendance de ces pays. Le poids financier du maintien de l'empire colonial est payé en partie par l'aide américaine, suite au plan Marshall, et par la classe ouvrière française. Les milieux financiers prévoyant la fin d'une partie des bénéfices issus des colonies et voulant redéployer leurs positions en bénéficiant d'une plus grande aide de l'État se rendent compte que la quatrième République et ses dirigeants ne sont pas en capacité de répondre à leur désir. Ils cherchent l'homme providentiel.

Ce sera le général de Gaulle qui arrive au pouvoir le 1er juin 1958. Dès l'année 1959 les premières mesures antisociales se mettent en place : augmentation de la TVA, des prix, mise en place d'une franchise sur les remboursements de la Sécurité Sociale, pression sur les salaires et non réponse à la diminution du temps de travail etc. des mesures de même type vont continuer pendant près d'une décennie. Bien qu'anodine au départ sur le plan économique, la vague « yéyé » va donner à partir des années 1959, une identité forte à la jeunesse qui ne se reconnaît pas dans la société de l'époque.

Ces deux facteurs alliés à un refus de la guerre, qu'elle soit d'Algérie et plus tard du Viêt-Nam vont être le ferment des luttes de 1962 à 1967. Celles-ci sont diverses comme l'abrogation des ordonnances sur la Sécu, les 40 h., ou encore en mai 1967 celle des étudiants et des professeurs pour plus de moyens à l'enseignement. L'année 1967 verra les cheminots,les postiers, les métallos participer à plusieurs grèves.

Les premiers mois de 1968

L'année 1967 se termine. Elle totalisera 4 220 000 journées de grève soit une augmentation de 25 % par rapport au chiffre de 1966. Le nombre d'allocataires aux ASSEDIC passe à 74 500 soit 49,9 % de plus que l'année précédente ; même si le nombre des demandeurs d'emplois n'a rien à voir avec celui d'aujourd'hui, cette croissance renforce le mécontentement latent de la population.

Janvier voit l'application générale de la TVA dans le pays avec un barème des taux s'échelonnant de 6 % à 20 % ; cette mesure renchérit le coût de la vie, donc pèse sur le pouvoir d'achat des salariés. Le même mois ont lieu les premiers incidents à la faculté de lettres de Nanterre (présence de policiers en civil infiltrés dans le personnel), ainsi que des actions dans les lycées (manifestation à St Lazare et heurts avec la police). *Lors d'une grève à la SAVIEM (usine de construction de camions) à Caen une confrontation entre les grévistes et les forces de l'ordre fait 18 blessés et voit l'interpellation de 86 personnes*. En février grève dans les banques, chez Dassault à Bordeaux, manifestation contre la guerre du Viêt-Nam à Paris, création des comités d'action lycéens unissant élèves et enseignants. Dans ce contexte s'ouvre le 6 février les Jeux Olympiques de Grenoble ; ceux-ci vont pour un temps accaparer le devant de la scène médiatique, les performances de J. C. Killy et des athlètes français feront oublier la tension sociale.

Dès la fin février, la fédération CGT des cheminots appelle à l'action face à l'intransigeance de la direction lors des négociations sur les salaires, le statut et les conditions de travail. Début mars les cheminots sédentaires du Matériel sont dans l'action. Dans le courant du mois la CGT renouvelle son opposition aux accords sur l'intéressement ; les 15 , 16, 17 mars manifestations pour la paix au Viêt-Nam ; le 22 mars commencent de violents incidents à la fac de Nanterre. Cohn-Bendit lance le « Mouvement du 22 mars ».

L'agitation se poursuit tout le mois d'avril tant dans les facs et universités que chez les salariés avec en particulier des actions des cheminots et des postiers.

Début mai

Le **1er mai**, la manifestation n'étant pas interdite, à l'appel de la CGT seule, un cortège de 100 000 personnes défile avec la présence d'un nombre important de jeunes. Il faut dire que la CGT avait déclaré que ce mois de mai serait celui de la jeunesse, le 10 mai dans la Loire, le 11 mai dans le Nord, le Pas-de-Calais, et le bassin houiller de Lorraine, le 13 mai dans les Ardennes.

Le **2 mai** manif. A Nanterre, suppression des cours par le doyen Pierre Grappin.

Le **3 mai** à l'appel du doyen Jean Roche la police fait évacuer la Sorbonne en fin d'après-midi. De ce fait de violents incidents se déroulent au Quartier Latin (100 blessés, 596 arrestations).

Le **4 mai**, 7 étudiants arrêtés la veille sont condamnés en « flagrant délit » par la 10ème Chambre Correctionnelle.

Le **5 mai**, six autres sont aussi condamnés dont quatre à de la prison ferme.

Le **6 mai**, manifestation étudiante contre ces sentences, répression policière, 422 arrestations, 805 blessés. Le même jour à l'appel de la CGT 100 000 mineurs cessent le travail pour imposer des mesures de sécurité ; les techniciens des PTT sont aussi dans l'action.

Le **7 mai** marche de 30 000 étudiants de Denfert-Rochereau à l'Étoile et au Quartier Latin . Prise de position de la CGT contre la répression et la brutalité policière à l'encontre des étudiants ; l'organisation syndicale demande en outre une réforme moderne et démocratique de l'Université.

Le **8 mai**, journée d'action, grèves et manifestations à l'appel de la CGT et de la CFDT, comme prévues, dans les départements de l'Ouest : 30 000 personnes à Brest, 20 000 à Quimper, 10 000 à Rennes. Rassemblement à la faculté des sciences de Paris : Charles Ravaux de la CGT Enseignant est l'un des orateurs devant 20 000 étudiants. (***Charles Ravaux est le SG du SNETP CGT) NDLR.*** L'UNEF appelle à la solidarité des centrales syndicales envers le mouvement étudiant. A Paris plus de 30 000 personnes à l'appel de l'UNEF, du SNES Sup., des syndicats CGT de l'enseignement ainsi que les groupes politiques des étudiants défilent dans le calme.

Les **9 et 10 mai** réunion CGT, CFDT, UNEF : un accord est conclu pour une manifestation commune le 14 mai ; la Fen se rallie à cette décision, Fo refuse d'y participer. Le 10 en fin d'après midi manif d'étudiants et de lycéens ; la police bien que présente laisse, à la fin du cortège ériger des barricades rue Gay-Lussac, puis à 3 h du matin donne l'assaut de celles-ci. La presse qualifiera ce moment en « nuit d'émeute ou de bataille de rue ». Cette stratégie policière n'avait qu'un seul but : en montrant le désordre et la répression faire apparaître un sentiment de peur et retourner l'opinion publique afin de casser la dynamique des luttes tant ouvrières qu'étudiantes qui se succèdent. Dans la nuit même, Georges Séguy accuse le pouvoir d'être responsable des émeutes du Quartier Latin et propose à toutes les organisations une réunion d'urgence pour organiser la riposte populaire.

Le **11 mai** à 9 h cette réunion a lieu à la Bourse du Travail de Paris. La CGT propose une grève générale de 24 h pour le 13 mai. Après discussion la CFDT se rallie à cette proposition. En début d'après midi la FEN les rejoint. L'UNEF et le SNES Sup. n'appellent pas car déjà dans l'action, FO suit tout en précisant qu'elle ne participera pas aux manifestations.

La CFTC refuse l'action. En fin d'après midi Pompidou annonce qu'il fait rouvrir la Sorbonne et relâcher les étudiants emprisonnés dès le 13 mai. Cela ne suffit pas pour désamorcer le conflit.

Le dimanche **12 mai** tout le monde se prépare à l'action du lendemain qui prend une grande importance.

A ce stade des événements force est de constater que le monde ouvrier, ses organisations syndicales et en particulier la CGT ont mené, depuis le début de l'année 1967, une multitude d'actions revendicatives et aussi soutenu les revendications et les actions des étudiants et lycéens tout en laissant à leurs organisations propres la maîtrise de leur combat.

La journée du 13 mai

Comme prévu, la grève générale de 24 h voit une grande mobilisation dans tout le pays 600 000 manifestants à Lyon, 50 000 à Toulouse, Bordeaux, Marseille, 25 000 Nantes, Nancy, Grenoble, 800 000 à Paris, etc.

La Sorbonne est réouverte et aussitôt… réoccupée par les étudiants. La mobilisation ce jour là a apporté la preuve que le monde ouvrier prenait les choses en mains ; toutes les villes citées plus haut (sauf Paris) n'avaient pas vu de mobilisation de cette ampleur loin s'en faut !

Forte de ce succès la CGT lance un appel diffusé à 4 millions d'exemplaires.

Dans celui-ci elle dit : «*…il est possible d'imposer aux patrons la discussion à tous les niveaux et la satisfaction des revendications qu'ils s'obstinent à refuser jusqu'à présent. Il est possible d'imposer au gouvernement le rétablissement des droits de la Sécurité Sociale et une véritable politique de l'emploi… La CGT prendra toutes responsabilités et initiatives nécessaires à l'organisation de l'action pour lui donner l'ampleur et la puissance qui s'imposent… ».*

Sans avoir connaissance de cet appel les travailleurs de Sud Aviation du Bouguenais près de Nantes se mettent en grève et occupent leur usine ce même jour.

Le **15 mai** occupation du théâtre de l'Odéon ; les travailleurs de Renault Cléon arrêtent le travail et occupent l'usine ; ils sont rejoints rapidement par toutes les usines de la Régie Renault. Dans un communiqué la CGT revient sur une nécessaire et immédiate réforme de l'Université et de l'enseignement.

Le **16 mai** le mouvement prend de l'ampleur dans la métallurgie, mouvement grandement soutenu par la fédération CGT.

Le **17 mai** on recense plus de 200 000 travailleurs en lutte ; la CGT suspend son « Festival de la Jeunesse » et appelle à l'action de tous. Elle invite les salariés à se réunir dans les entreprises pour élaborer leurs revendications et la forme des luttes face à la situation présente. Le CCN rappelle les exigences immédiates à savoir : abrogation des ordonnances sur la Sécu, augmentation des salaires, amplification en nombres et en contenus des conventions collectives, réduction de la durée du travail, plein emploi, reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise. A la fin de cette journée il y a 300 000 grévistes.

Le **18 mai** le général de Gaulle annonce : « la réforme oui, la chienlit non » ! Plus important la grève s'étend à la SNCF, à la RATP, aux PTT. Georges Séguy redit le caractère revendicatif du mouvement, la responsabilité des organisations syndicales et l'éventuelle contribution de la CGT, en cas d'accords des forces de gauche, pour faire triompher une alternative démocratique dans notre pays.

A partir de ce jour l'occupation des locaux est décidée en maints endroits. … A partir du 19 mai le mouvement grossit dans toute la France : viennent renforcer celui-ci tous les mineurs, les agents des PTT, les professeurs du second degré, 10 000 employés de l'industrie textile etc. ; on compte 5 à 6 millions de grévistes. Dans les lieux occupés la vie s'organise avec le souci de préserver l'outil de travail ; des piquets de grève sont mis en place pour déjouer toutes provocations.

La semaine qui commence le 20 mai devrait être décisive.

…….

Le **21 mai** il y a 8 millions de grévistes. La CGT demande qu'il n'y ait pas de salaire inférieur à 600 francs.

Le **22 mai** point culminant de l'action : 9 millions de grévistes. Différents entre la CGT et l'UNEF : l'organisation étudiante voulant piloter la lutte ouvrière (en termes voilés) en passant par dessus les décisions des organisations syndicales, la CGT refuse de recevoir une délégation de celle-ci.

A l'Assemblée Nationale la motion de censure au gouvernement est repoussée (il fallait 244 voix, il n'y en a eu que 233). Déclaration de Georges Pompidou, premier ministre, qui dit qu'il est prêt à ouvrir le dialogue.

Le **23 mai**, jour de l'Ascension, la CGT réitère sa disponibilité à « négocier sans désemparer », tant au niveau gouvernemental qu'avec le CNPF (Comité National du Patronat Français), les chambres patronales et les directions d'entreprises. Nouvel incident au Boulevard Saint-Michel entre forces de police et étudiants. Des rumeurs, propagées par la presse et les radios, circulent : il y aurait des contacts secrets entre les organisations syndicales et le gouvernement ; Georges Séguy dans son livre « Le mai de la CGT » rappelle qu'il n'y a eu aucun contact officiel ou officieux entre la CGT et le gouvernement dans cette période. Par contre Eugène Descamps secrétaire de la CFDT à l'époque avoue dans son livre « Militer » qu'il y a bien eu des conversations entre son organisation et Jean Charbonnel, ancien ministre et émissaire du Gouvernement.

Le **24 mai** la CGT appelle seule (les autres centrales ont refusé de à une manifestation) : 400 000 personnes à Paris, des milliers en province, on note la participation d'agriculteurs. ….. Ce même jour Pompidou annonce qu'il est prêt dès le 25 à 15 h. En soirée de Gaulle prend la parole, il annonce un referendum sur « la participation » mais occulte le reste des revendications. Manifestations le soir au Quartier Latin: 456 blessés, 795 arrestations.

Les négociations de « Grenelle »

Le 25 mai, l'ORTF (France télévision de l'époque) se met en grève. Débute ensuite les négociations au ministère des Affaires Sociales rue de Grenelle. Participeront les syndicats de salariés CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FEN, pour le patronat le CNPF ancêtre du MEDEF, les PME, et pour le gouvernement Georges Pompidou, Jean Marcel Jeanneney, et Jacques Chirac. La délégation CGT était composée de Benoît Frachon, Georges Séguy, André Berteloot, René Bhul, Henri Krasucki et Louis Moynot. Les discussions se poursuivent le 26 et ne se termineront que le 27 à 7 h du matin. Grâce à la position de la CGT ce n'est pas un accord qui est signé mais *« un constat des concessions faites par le patronat et le gouvernement, ainsi que les points où aucun accord a été trouvé ».*

Pourquoi cette position de la CGT ? Bien qu'ayant appelé à l'action de tous les travailleurs, la CGT n'a pas lancé de mot d'ordre de grève, celle-ci a été décidée par les travailleurs eux-mêmes sur leurs lieux de travail ; c'est donc bien à eux de juger des avancées de la négociation. Le même jour le CA de la CGT juge les avancées insuffisantes, principalement sur l'augmentation des salaires, sur l'échelle mobile, sur la réduction du temps de travail et sur l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale. Il y a lieu de poursuivre l'action dans le cadre des négociations dans les branches d'industries ou dans les secteurs professionnels tant privés que publics. La CGT rend compte et consulte les travailleurs en lutte.

Renault Billancourt

Dans cette usine se situe un épisode dénaturé de toutes pièces par la presse : Georges Séguy aurait été sifflé lors de son compte rendu des négociations devant 20 000 salariés de Renault. Rétablissons les faits : comme cela avait été acté précédemment lors du CA du matin le secrétaire de la CGT fait le point sur les négociations ; à chaque avancée, il est applaudi, à chaque point négatif ou insuffisant les salariés face à l'intransigeance du gouvernement et du patronat ponctuent leur mécontentement par des sifflets. C'est ceux-là même qu'un journaliste (soit disant suisse !) a traduit par une réprobation aux paroles de Georges Séguy. La rumeur sur sa nationalité a permis de dédouaner la presse française qui avait largement repris cette contre-vérité. Ce faux manifeste est ponctuellement repris par les médias d'aujourd'hui encore, il y a donc bien lieu de rétablir la véracité des faits.

A la fin de cette journée du 27, malgré un meeting à Charlety, ou l'anti CGT va fleurir, réunion à l'instigation de l'UNEF avec la participation du PSU, de certains dirigeants CFDT, et de Mendès-France. La grève se renforce dans les PTT, le bâtiment, et dans les pétroles d'Aquitaine.

Le **28 mai** le mouvement continue, l'occupation des lieux de travail se fait plus massive et la solidarité se développe. La CGT appelle à une manif le 29, vu la non réponse des autres syndicats consultés ; Alain Peyrefitte ministre de l'Éducation démissionne.

Le **29 mai** ouverture des négociations de branches. Disparition du général de Gaulle en fin de matinée. Plus tard on saura qu'il a été rejoindre le général Massu à Baden-Baden ; quelles étaient ses intentions ?

De Gaulle avait déjà joué la carte du départ en 1946, certains ont dit qu'il voulait prendre du recul, d'autres qu'il voulait voir s'installer le chaos pour revenir en sauveur, d'autres encore ont pensé qu'il voulait connaître l'opinion de l'armée pour s'en servir le cas échéant ! Les réponses à cette question sont aujourd'hui encore très contre versées. Mais le fait le plus important est la grande manifestation de la CGT, 800 000 personnes sans l'appel des autres organisations syndicales.

C'est aussi le cas dans beaucoup de villes françaises : Lyon, Marseille, Le Havre, Bordeaux etc.

Le **30 mai** les manifs continuent en province : Dijon, Épernay, Grenoble, Lille, Nîmes etc. Le patronat avec l'aide de Pompidou tente de forcer la reprise du travail en essayant de mettre en place une consultation des travailleurs, principalement non grévistes ; cette tentative fait long feu et l'action continue. De Gaulle réapparaît, et prononce un discours à la radio où il annonce la dissolution de l'Assemblée Nationale et de prochaines élections législatives. La suite de son discours est une diatribe anti communiste, la possibilité du recours à la force afin d'attiser la peur, et le recours aux CDR (Comité pour la Défense de la République) qui viennent de se créer. Pour l'histoire rappelons que ceux -ci étaient composés de civils et de militaires pour soutenir de Gaulle. A l'automne de cette même année certains membres rejoindront le cercle Pareto qui sera le précurseur du Club de l'Horloge. Ces deux organismes recrutaient principalement dans les milieux de droite et d'extrême droite. On retrouvera plus tard des gens comme Alain Madelin ou Bruno Mégret qui ne se cachent pas d'appartenir à cette mouvance. C'est avec eux et toutes les forces de droite qu'une manif défile le soir du 30. Celle-ci bénéficie de moyens importants : on a fait venir des cars de province pour grossir une manifestation qui comptera 300 000 personnes selon la police et un million selon les organisateurs.

Le **31 mai** les négociations dans les différentes branches achoppent face à l'intransigeance du patronat qui veut s'en tenir au Constat de Grenelle. Les élections législatives sont prévues pour les 23 et 30 juin ; la CGT redit qu'il reste à régler les problèmes essentiels liés aux revendications, le patronat et le Gouvernement étant les seuls responsables de la durée du conflit. Elle rajoute en outre qu'elle n'entend gêner en rien la consultation électorale à venir.

Arrive le mois de juin, pour certains on entame le 20ème jour de grève.

Le **1er juin** agressions de groupes fascistes contre des piquets de grève ; des manifs de soutien à de Gaulle s'exportent en province sans voir de mobilisation importante. Le PCF et la FGDS font une déclaration commune en vue des futures élections.

Le **2 juin** le gouvernement reprend en main l'information ; le journal est assuré par des non grévistes. L'intersyndicale de l'ORTF ne cautionne plus le dit journal télévisé ; le lendemain la police chasse les grévistes des locaux, la grève s'étend. Les négociations entre patronat et fédération ou syndicats d'entreprise continuent ; la CGT insiste sur la nécessaire cohésion de ces rencontres tant sur le plan des résultats que sur la date d'éventuelles reprises du travail.

Le **3 juin** une issue est trouvée dans la métallurgie parisienne, mais on n'avance pas en province. Dans la nuit du 3 au 4 juin les négociations se terminent à la SNCF. Un communiqué intersyndical tombe en province le 4 à 8 h. Il rappelle les avancées de ce jour : augmentation des salaires de 10,2 % allant jusqu'à 16 % pour les petites échelles, les heures de nuit passent de 1,13 F à 1,40 F, augmentation des retraites et pensions calquées sur les salaires, la durée hebdomadaire de travail passe à 44 h 30, les roulants ont 9 repos complémentaires par an, les congés annuels passent à 28 jours, modalités de paiement des jours de grève à 50 %, avancée sur le droit syndical, voilà pour les plus marquantes. On constate une augmentation de salaire à l'EDF et chez les gaziers de 11,7 %, de 12,8 % à la RATP.

Vers la reprise

La journée du **4 juin** fut, en de multiples endroits le temps de la concertation et de l'analyse (parfois passionnée pour ne pas dire plus) des résultats obtenus aussi bien dans l'entreprise que globalement.

Le **5 juin** on assiste à de nombreuse reprises de travail tant dans les mines, qu'à l'EDF GDF, dans la sidérurgie et chez les travailleurs de l'État. Il n'en est pas de même dans la métallurgie, principalement la construction automobile, dans le bâtiment, les grands magasins, l'industrie pharmaceutique.

Le **6 juin** reprise du travail à la SNCF et dans la Fonction publique ainsi qu'à la RATP. Dans le bâtiment un accord séparé est signé par la CFDT, Fo et la CGC. La CGT pense que seules restent en grève les entreprises où un patronat rétrograde refuse ce qui a été obtenu ailleurs.

Le **7 juin** reprise dans les PTT. La solidarité pour ceux qui restent en lutte s'intensifie. Bagarre à Flins devant les usines Renault toujours en grève entre manifestants et étudiants et les forces de police. De Gaulle à la télévision parle de sa tentative de se retirer et tente de se justifier et de désamorcer les conflits présents et futurs par une grosse contre vérité : « les acquis de la grève auraient été donnés par le patronat et le gouvernement de toute façon ! ». Alors pourquoi avoir attendu 24 jours ? La CFDT propose une journée d'action pour le 10 en soutien des travailleurs encore en lutte ; la CGT estime qu'appeler à la grève alors que de nombreux travailleurs ont décidé la reprise du travail n'est pas très réaliste et que d'autre part il faut renforcer le soutien financier et matériel de ceux qui sont encore en lutte.+

Le **10 juin** aucune manifestation de la CFDT ! Par contre à Flins un jeune lycéen meurt noyé en fuyant devant les charges des CRS. Manifestation de soutien aux grévistes de l'ORTF.

Le **11 juin** police et grévistes s'affrontent près de l'usine Peugeot à Sochaux : 2 ouvriers sont tués dont un par balle. La CGT appelle à un arrêt de travail d'une heure le mercredi 12.

Le **12 juin** le gouvernement interdit les manifestations pour cause de campagne électorale. L'appel à la grève est largement suivi.

Le **16 juin** évacuation de la Sorbonne par les forces de police.

Le **18 juin** reprise du travail chez Renault et dans de nombreuses entreprises de la métallurgie, pour certaines on arrive à 35 jours de grève.

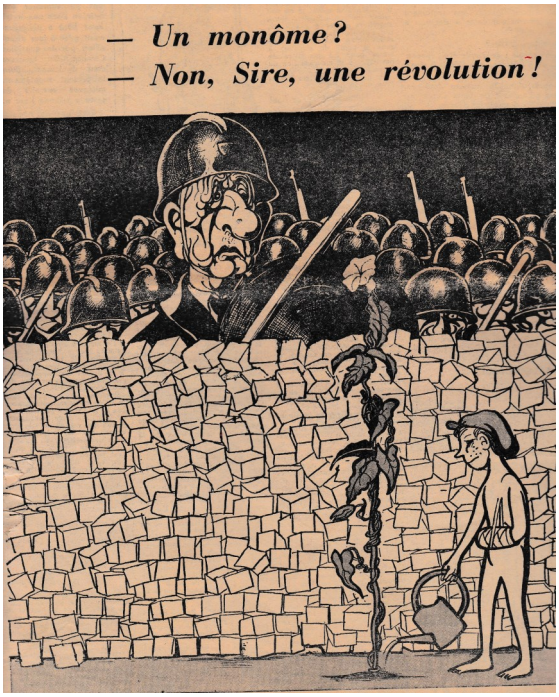
Le **24 juin** reprise du travail chez Citroën et le 27 à l'ORTF. Il faut ici donner des précisions sur ce conflit à la Radio Télévision. On l'a vu précédemment le conflit avait débuté le 25 mai ; en réalité il y a eu deux actions. Cette entreprise avait 12 000 personnes avec 173 catégories de personnel. L'intersyndicale se battait pour des augmentations de salaire et le statut du personnel ; les journalistes se battaient eux, pour une autonomie de l'information libérée du joug du pouvoir politique. A la reprise les travailleurs arrachent 25 % d'augmentation du salaire de base mais, hélas on a aussi 65 licenciements et de multiples mutations disciplinaires ! Yves Guéna, gaulliste de la première heure, député et ministre sous de Gaulle le reconnaîtra plus tard en ces termes : « *...Il y a eu une épuration à l'ORTF,*
épuration qui venait bien sûr du pouvoir. C'est le seul service de l'État où il y en a eu une. L'Université a été épargnée, les droits syndicaux ont été reconnus dans l'entreprise. Mais le général de Gaulle ne pouvait admettre que la télévision ne fût pas au service de sa politique. La télévision l'avait trahi en mai, il fallait sanctionner les journalistes. ». « *Les français sont des veaux...* » bougonnait le général. La télé des années 1960 leur offrait leur dose de foin quotidien à l'heure des actualités télévisées.

C'est sur ces paroles qui en disent long de l'opinion des hommes de pouvoir sur les travailleurs et leurs combats pour vivre mieux que nous terminons cet article. Toutefois et **principalement pour ce qui est de la télévision il n'y a pas grand chose de changé si ce n'est la soumission d'un grand nombre de journalistes.**

Jean Paul Dunoyer

Sources : G. Séguy le mai de la CGT Juillard 1972
G. Séguy « résister » Edition de l'Archipel Juin 2008
CGT Mai 68 CCEO et IHS journées d'études mars 1987 Coucelles
Histoire de la France contemporaine club Diderot
Une vie syndicale comme une autre Guy Ancey tiré à compte d'auteur Mai 68 à l'ORTF INA et le comité d'histoire de la télévision française 1987

Canard enchaîné spécial exceptionnel juin 68



Aperçus sur mai 68

A Caen cela a commencé en janvier par les ouvriers !

OUEST France — CAEN

Comme au Moyen Age... LE LEPREUX BESTE UN ETRE MAUDIT

SCÈNES D'ÉMEUTE HIER A CAEN

Le meeting de la place St-Pierre a dégénéré

• Nombreux blessés, dégâts importants

L'affaire du « Pueblo » devant le Conseil de Sécurité

JOHNSON cherche à gagner du temps

Mais la Corée du Nord durcit sa position

Une troisième victoire de Roquépine dans le prix d'Amérique

Le rallye de Monte-Carlo gagné par PORSCHE

FOOTBALL Journée des derbies chez les « pros »

liberté de normandie — LA PRESSE DU CALVADOS — LE QUOTIDIEN CAENNAIS DU SOIR

AVEC LES MOUVEMENTS DE SOLIDARITÉ DE LA S. M. N. (LARGEMENT SUIVI) ET DE LA RADIOTECHNIQUE

Plus de 10.000 ouvriers EN GREVE, aujourd'hui, A CAEN

Selon la direction 50 % ONT REPRIS LE TRAVAIL ce matin A LA SAVIEM

Mouvement spontané d'une heure chez Moulinex

GRÉVISTES DE LA S.M.N. ET DE LA SAVIEM ont tenté, ce matin UNE MARCHE SUR CAEN

« MINERVE » : Pratiquement plus de chances de retrouver des survivants

Vietnam : Offensive éclair du Vietcong : 9 villes et 4 aérodromes ATTAQUÉS

Tiercé : 18 PARTANTS à Vincennes (16 h)

liberté de normandie — LA PRESSE DU CALVADOS — LE QUOTIDIEN CAENNAIS DU SOIR

dans le Prix d'Amérique

Le P. D. G. de la Saviem lance un appel aux grévistes

Nuit d'émeutes

après les violents accrochages d'hier soir

On s'est battu jusqu'à 5 h. du matin dans les rues de Caen !

36 BLESSÉS dont plus de 20 restent hospitalisés

LES ARRESTATIONS (UNE CINQUANTAINE) ont été maintenues

Le Canard enchaîné — Journal satirique paraissant le mercredi

Des triques à la mode de Caen

LA VOILA, LA RELANCE !

LE MOUVEMENT REVENDICATIF S'EST LARGEMENT étendu CE MATIN

liberté de normandie — LA PRESSE DU CALVADOS — LE QUOTIDIEN CAENNAIS DU SOIR

SAVIEM — USINE OCCUPÉE

Pas de nouveau vote, ce matin à Blainville

M. Billotte a été refoulé à la porte de l'usine

GRÈVE DE SONORMEL ET JAEGER PRÉVUE CET APRÈS-MIDI

PREMIERS DÉBRAYAGES à la S.M.N. dans les ateliers centraux

« PIED A TERRE » A LA S.N.C.F.

L'activité du port paralysée

Arrêt aux Courriers Normands à partir de mercredi

Aperçus sur mai 68

Puis les étudiants dans une université en ébullition !

7 JOURS CAEN

DANS LA Z. U. P. D'HEROUVILLE UN ARCHITECTE DE 25 ANS VA CONSTRUIRE UNE RÉSIDENCE DE CONCEPTION RÉVOLUTIONNAIRE

(Voir page 6)

LA FIÈVRE A L'UNIVERSITÉ DE CAEN

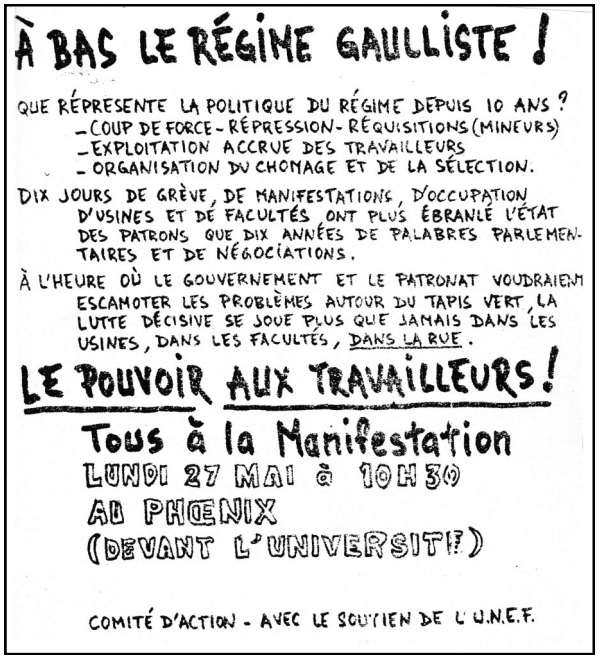
Lire notre enquête en page 7

Un leader des groupes « révolutionnaires » s'adresse aux étudiants.

Sceptiques ou passionnés, vous-êtes suivrez patiemment les débats.

POUR VOTRE WEEK-END :

Un circuit peu fréquenté autour de Falaise



À BAS LE RÉGIME GAULLISTE !

QUE RÉPRESENTE LA POLITIQUE DU RÉGIME DEPUIS 10 ANS ?
- COUP DE FORCE - RÉPRESSION - RÉQUISITIONS (MINEURS)
- EXPLOITATION ACCRUE DES TRAVAILLEURS
- ORGANISATION DU CHOMAGE ET DE LA SÉLECTION.

DIX JOURS DE GRÈVE, DE MANIFESTATIONS, D'OCCUPATION D'USINES ET DE FACULTÉS ONT PLUS ÉBRANLÉ L'ÉTAT DES PATRONS QUE DIX ANNÉES DE PALABRES PARLEMENTAIRES ET DE NÉGOCIATIONS.

À L'HEURE OÙ LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT VOUDRAIENT ESCAMOTER LES PROBLÈMES AUTOUR DU TAPIS VERT, LA LUTTE DÉCISIVE SE JOUE PLUS QUE JAMAIS DANS LES USINES, DANS LES FACULTÉS, DANS LA RUE.

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Tous à la Manifestation
LUNDI 27 MAI à 10H30
AU PHOENIX
(DEVANT L'UNIVERSITÉ)

COMITÉ D'ACTION - AVEC LE SOUTIEN DE L'U.N.E.F.

Protocole de Grenelle accueilli.....

Puis vint la réaction : les CDR !

liberté de normandie — LA PRESSE DU CALVADOS

LE QUOTIDIEN CAENNAIS DU SOIR

FAITES COMME TOUT LE MONDE... ALLEZ AUX GALERIES DU MEUBLE
Spécialistes du Meuble de Qualité
Dépositaire des plus grandes marques
2.500 M² D'EXPOSITION
51, rue Saint-Pierre - CAEN

Négociations de Grenelle achevées

Le principe d'une plus grande liberté syndicale

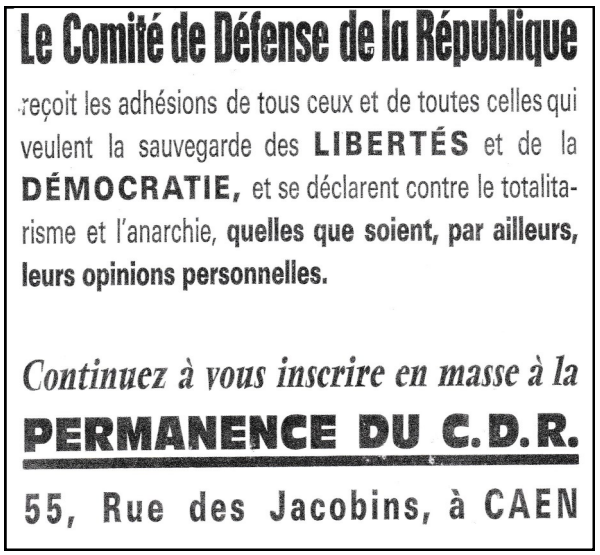
SMIG: 3 F de l'heure
SALAIRES AUGMENTÉS DE 7 % AU 1er JUIN

Nouvelles rencontres sur la durée du travail l'âge de la retraite le pouvoir d'achat

LE PROTOCOLE D'ACCORD ACCUEILLI AVEC RÉSERVES PAR LES GRÉVISTES

Dans le Calvados, 4.000 travailleurs ont rejoint le mouvement ce matin

« COMMANDO » CONTRE LA PERMANENCE DE L'U. D. V



Le Comité de Défense de la République

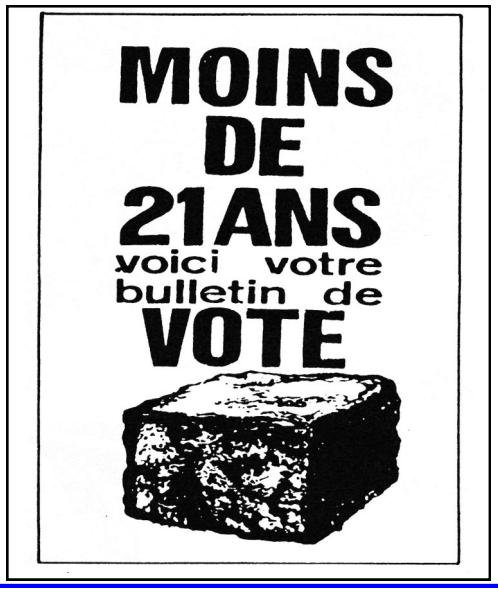
reçoit les adhésions de tous ceux et de toutes celles qui veulent la sauvegarde des **LIBERTÉS** et de la **DÉMOCRATIE,** et se déclarent contre le totalitarisme et l'anarchie, **quelles que soient, par ailleurs, leurs opinions personnelles.**

Continuez à vous inscrire en masse à la

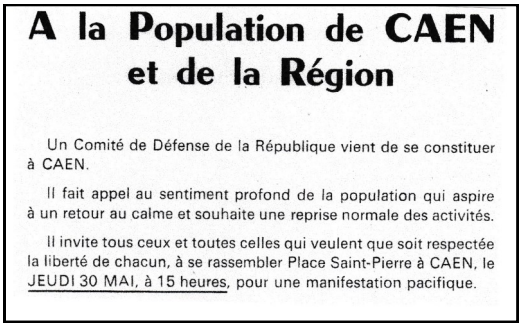
PERMANENCE DU C.D.R.

55, Rue des Jacobins, à CAEN

Réponse aux CDR....



MOINS DE 21 ANS voici votre bulletin de VOTE



A la Population de CAEN et de la Région

Un Comité de Défense de la République vient de se constituer à CAEN.

Il fait appel au sentiment profond de la population qui aspire à un retour au calme et souhaite une reprise normale des activités.

Il invite tous ceux et toutes celles qui veulent que soit respectée la liberté de chacun, à se rassembler Place Saint-Pierre à CAEN, le JEUDI 30 MAI, à 15 heures, pour une manifestation pacifique.